



OBLIGATION CONTROVERSÉE

Les professeurs profitent-ils de leurs cours pour mousser leurs propres ouvrages ? P.5

Société

Les médicaments servant à nous soigner mettent en péril la vie de la faune aquatique. P.9

Culture

La survie du fléché ne tient qu'à un fil, faute de relève. P.11



Optique
du Québec À Montréal

Spécial UQAM
Monture à 1/2 prix

Vos opticiennes aux portes de l'université

www.oqam.com — 375, Ste-Catherine Est (coin St-Denis) – 514-982-0775





Suivez Montréal Campus sur le Web
Que ce soit sur montrealcampus.ca, Facebook ou Twitter, vous trouverez des articles exclusifs et de l'information au jour le jour.

Placez votre publicité dans le journal le plus lu à l'UQAM



514 987-7018
publicite.campus.uqam.ca

Champ libre



Le bonneteau expliqué aux chargés de cours

La carte de vœux - une reproduction d'un tableau de Jérôme Bosch mettant en scène quelques badauds et un joueur de bonneteau (1) - reçue le 21 décembre m'a laissé perplexe. Six siècles déjà que l'on pratique cet attrape couillons et couillonnes (c.c.) que les Anglais appellent «Find the lady» (allusion à la dame de cœur qu'il faut localiser)! Mais si ! Vous connaissez le jeu du bonneteau ! Il se pratique à la sauvette sur les marchés et dans les lieux publics (assemblées nationales, centre d'achats, universités etc...). Un type pose trois cartes, un roi de pique, un roi de trèfle, une dame de cœur, sur un carton ou une serviette, les retourne, les manipule rapidement et après quelques passes, vous devez miser et pointer la carte que vous croyez être la dame de cœur. Si votre déduction est la bonne, vous emportez deux fois la mise ! Neuf fois sur dix vous vous faites dépouiller. Vous avez suivi le jeu de mains, mais hélas, c'est allé trop vite...

Allez, on ne se refait pas : enseignant un jour, enseignant toujours, je vais tenter de vous montrer ce qui se passe. Je vous propose un ralenti et parfois même un arrêt sur image.

Je vais prendre un exemple : Imaginons un maître du jeu ou «bonneteur», sorte d'Indiana Jones des faubourgs qui harangue le chaland avec un discours recyclé, éculé où «solidarité» rime avec vulga... hila... avec disons, «beurre de karité» ! Autour de lui quelques *barons* (c'est ainsi qu'on appelle les rabatteurs ou ceux qui sont chargés de faire le pet). En voilà un : grossier, raciste, avec une enquête pour violation des droits au cul, et puis un autre, qui avec ses airs de buse tombée du nid endort jusqu'à la méfiance. Ajoutez à cela quelques gros bras pour intimider les perdants revanchards ou récupérer les gains de badauds qui ont flairé l'astuce.

Ah, le casting vous distrait ? Trop balzacien ; ça sent trop la fiction ? - Bon, alors faisons simple : imaginez un syndicat. Un de ceux qui aujourd'hui feraient honte à Filippo Corridoni, Émile Pouget ou Michel Chartrand. Déserté par ses membres, phagocyté par quelques apparatchiks.

Il s'apprête à négocier. Pour mettre le badaud en confiance, il a pris l'initiative de donner au patron («misé», dit-il) 100 000 de vos dollars. Pour endormir davantage le chaland, il crée un comité de pré-négociation. Et déjà, il noie l'attention avec une liste d'épicerie qui suscite l'enthousiasme de... quelques complices. Enfin, dès que l'assemblée est coite, il brasse les cartes et convoque après le départ en vacance - quand il ne reste plus qu'une poignée de membres - à une ultime réunion, où il refait un dernier tour de passe-passe, genre : «je vous ai obtenu une petite augmentation (là, les fidèles sont au bord de l'orgasme), je soustrais dans l'indifférence une grosse somme à ces superviseurs de stages «voraces-zé-tire-au-flanc», j'ajoute une clause de licenciement qui flirte avec l'arbitraire et je retiens les sommes allouées aux «activités connexes» qui ont remplacé les charges annuelles que j'ai sabordées à la ronde précédente ; puis, arbitre autoproclamé, je lève arbitrairement l'assemblée».

Bilan : votre salaire reste inférieur à celui de vos collègues de l'université de «Cabane à chien», vous avez sacrifié vos semblables, vous n'avez rien gagné (tout au plus récupéré la somme que... vous aviez filée au patron).

Vous n'avez pas bien vu ? - Pas de gêne : il vous reste encore trois ans pour relire ou vous repasser le film !

Alain Gerbier, journaliste-ouvrier.

1. *L'escamoteur* (Musée municipal de St Germain en Laye) La muscade sous l'un de trois gobelets est une variante des trois cartes.



*Toute la technologie à votre service
Tous les services au même endroit*

CHD
CENTRE DENTAIRE
DE
HAUTE TECHNOLOGIE
DU QUÉBEC

Dre Joëlle Marcil
Chirurgien Dentiste

Dre Roxane Katiya
Chirurgien Dentiste

URGENCE 514.524.6848

1823, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)
www.centredentairedehautetechnologie.com

Orthodontie invisible - Invisalign

Membres de l'A.S.E.Q.

Métro Papineau

Métro Sherbrooke

45 coin Sherbrooke
Ligne verte

24 est coin Papineau
Ligne orange

BÍLY KUŇ
BAR

Jazz Live
mar, mer, jeu, ven
18 h-20 h

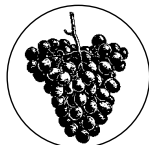
Musique classique
live dimanche
18 h-20 h

DJ
mar, mer, jeu, ven, sam
à partir de 22 h

Pour la programmation
complète visitez
www.bilykun.com

MAINTENANT CLIMATISÉ!

354, Mont-Royal Est
514 845-5392



depuis 1980

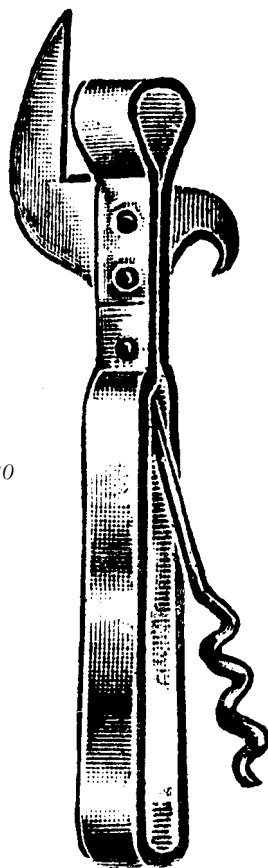


FIG. 4 - TIRE - BOUCHON

BURGERS, VÉGÉBURGERS, FRITES ET VINS DE PLAISIR...

SNACK BAR
La paruse

302, RUE ONTARIO EST
MONTRÉAL H2X 1H6 T : 514 842.2040



Au Campus de Longueuil,
le jeu
fait partie
du programme

Vivre 9 mois intensifs entre super programmeurs.

Passer directement du métro de Montréal au laboratoire de pointe en développement de jeu.

Être payé pour jouer... encore.

Apprenez-en plus en participant à l'une de ces **séances de clavardage** :

- 19 janvier 2012 - 9 h à 10 h 30
- 20 janvier 2012 - 12 h à 13 h 30
- 25 janvier 2012 - 17 h à 18 h 30

USherbrooke.ca/vers/jeuvideo

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Certains y voient presque de l'abus, d'autres plus-value. Les professeurs qui obligent les étudiants à parcourir leur propre bibliographie pour suivre leurs cours ne font pas l'unanimité.

À la suite de son congédiement, un chargé de cours en quête de conseils se desservi et victime de discrimination raciale de la part de son syndicat.

Anovulants, indométhacine, gemfibrozil. Chaque jour, le fleuve Saint-Laurent avale un cocktail de médicaments. De la bouche de l'humain aux égouts, les pilules menacent le bien-être de la faune aquatique.

Les femmes qui pratiquent la technique du fléché à temps plein se comptent sur les doigts. Fil par fil, elles tissent un héritage propre au Québec.

Diviser pour mieux régner

Le jour J approche. Ou plutôt le jour GGI. Les affiches annonçant les diverses assemblées générales pullulent. Déjà, tous fourbissent leurs armes. À grands renforts de tracts et d'envois postaux, les associations facultaires font la promotion de la grève générale illimitée.

En décembre dernier, je mentionnais dans ces lignes l'importance d'un mouvement étudiant uni pour faire entendre raison au gouvernement de Jean Charest. Hélas, il semble que mon vœu ne sera pas exaucé de sitôt. Après une trêve dite «ponctuelle» pour organiser la manifestation du 10 novembre dernier, les tensions entre les associations étudiantes nationales recommencent à se faire sentir. En effet, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a refusé d'entériner par écrit les compromis qu'elle a consentis lors de l'organisation de cette manifestation en collaboration avec les autres associations nationales, au grand dam de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Cette dernière a néanmoins accepté de maintenir sa participation à l'événement, après que la FEUQ se soit engagée à inscrire son approbation de l'entente au procès-verbal de la rencontre. Toutefois, l'ASSE a averti la Fédération qu'une «telle concession ne se reproduira pas dans le cadre des négociations entourant les clauses de solidarité, de non-dénonciation et de non-recommandation».

Ces clauses, ce sont le nerf de la guerre. Car l'ASSE a peur d'être à nouveau trahie par la FEUQ et son homologue collégial, la FECQ. En 2005, lors de la grève contre des modifications du programme d'Aide financière aux études, les deux fédérations signent une entente de principe avec le gouvernement Charest, après que ce dernier ait exclu l'ASSE de la table des négociations. Or, cette entente – promettant la reconversion de 482 des 515 M\$ de bourses transformées en

prêts – ne plaît pas aux quelques 75 000 membres et sympathisant de l'Association, qui y voient une abdication.

Cette fois-ci, rien ne laisse présager un dénouement différent. En effet, divers documents internes provenant des fédérations étudiantes semblent indiquer qu'elles seraient prêtes à négocier l'abolition des crédits d'impôts sur les droits de scolarité en échange du gel de la facture. Encore une fois, l'ASSE s'indigne contre ces infâmes «lobbyistes» à la botte de l'État qui sabotent les efforts du reste du mouvement étudiant. Elle réclame donc des autres associations nationales qu'elles s'engagent à ne pas recommander quelque entente que ce soit au gouvernement et le laisse mettre cartes sur table d'abord.

Elle n'a d'ailleurs pas tort. Tout bon joueur sait garder son jeu caché le temps de laisser miser son adversaire. Le problème, c'est que l'ASSE a perdu toute crédibilité pour négocier avec le gouvernement au fil des ans. Certes, sa politique du «sans compromis» a grandement contribué à enflammer le mouvement étudiant, mais elle a aussi donné lieu à de regrettables excès. L'Association a besoin d'un interlocuteur plus modéré, qui se montrera ouvert à la discussion avec notre tête premier ministre. Voilà pourquoi les regroupements nationaux auraient tout avantage à travailler ensemble et à accepter de mettre de l'eau dans leur vin ou de pimenter la sauce pour plaire à l'autre. Mais il faut croire que les vieilles rancœurs ne sont pas près d'être oubliées. Et, en attendant, c'est la totalité de la communauté étudiante qui souffre de cette querelle.

Émilie Clavel
Rédactrice en chef
Montréal Campus
redacteur.campus@uqam.ca

Montréal Campus est la recherche de... collaborateurs



Montréal Campus, le journal étudiant de l'UQAM, est toujours à la recherche de nouveaux collaborateurs. Vous êtes intéressé par l'actualité étudiante, sociale ou culturelle, vous avez une belle plume et de la motivation à revendre? Nous avons besoin de vous!

Pour plus de renseignements, donnez-nous un coup de fil au 514 987-7018 ou passez nous voir avec votre CV et quelques textes au 209 Sainte-Catherine Est (coin Hôtel-de-Ville), local V-1380.

librairie zone libre

10% à 15% de rabais

Pour les étudiants et enseignants

262 Ste-Catherine Est  Berri-UQAM

Tél.: 514-844-0756 - www.zonelibre.ca



Conflit entre un ancien chargé de cours et son syndicat

Envers et contre tous

Étienne Dupuis

À la suite de son congédiement, un chargé de cours en quête de conseils se dit mal desservi et victime de discrimination raciale de la part de son syndicat.

Le 9 juin 2009. Le chargé de cours Claudio Benedetti apprend par une lettre de l'Université son congédiement. Subverti, il se tourne vers le Syndicat des chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ). Mais à sa grande stupéfaction, ce dernier est plutôt tiède à l'idée de le défendre. Un des conseillers le représentant aurait même tenu des propos discriminatoires à son égard. Tout commence à l'automne 2007, alors que Claudio Benedetti est aux prises avec des problèmes sérieux de

en vigueur le 2 juin 2008, avait été modifiée et le plaçait désormais en situation de double emploi. «Je revenais d'une période de convalescence, je n'avais pas eu le temps de vérifier les modifications, explique-t-il. J'enseigne dans d'autres institutions des Universités du Québec et seule l'UQAM a changé cette clause».

Le 28 mai 2009, Claudio Benedetti reçoit une lettre du Comité du double emploi, qui vérifie les déclarations des chargés de cours, l'invitant à expliquer sa situation exacte. Avant de comparai-

«Il m'a demandé si je connaissais Tony Accurso, s'indigne Benedetti. Je lui ai demandé quel était le rapport, en lui rappelant que j'étais en train de perdre mon emploi.»

-Claudio Bennedeti, ex-chargé de cours à l'UQAM

santé. Son état lui fait perdre son emploi à l'École de technologie supérieure (ETS). Pour pallier cette perte, il demande à reprendre son poste à demi-charge au collège Ahuntsic, tout en conservant son poste de chargé de cours à l'UQAM. Au même moment, il est appelé à choisir les cours qu'il désire dispenser à l'Université du peuple. L'ingénieur de formation doit divulguer, selon la convention collective, quelques informations concernant son statut en simple ou en double emploi. Cette notion est très sensible pour le noyau militant du SCCUQ. Elle permet de privilégier dans l'attribution des cours, les chargés de cours en simple emploi qui tentent de vivre de leur métier. Comme il n'est plus professeur à temps plein au Collège Ahuntsic et n'est plus à l'emploi de l'ETS, Claudio Benedetti, s'inscrit en simple emploi. Cela avait toujours été le cas depuis son embauche en 1982. Or, une clause de la nouvelle convention collective, entrée

tre, il communique avec son syndicat. Claudio Benedetti reste alors bouche bée devant les paroles de son conseiller, Jean-François Tremblay. «Il m'a demandé si je connaissais Tony Accurso, s'indigne Benedetti. Je lui ai demandé quel était le rapport, en lui rappelant que j'étais en train de perdre mon emploi». Il dit avoir été l'objet de sarcasme par rapport à ses origines italiennes de la part du conseiller du SCCUQ. Ce même conseiller aurait aussi fait allusion à la polémique des compteurs d'eau parce que le chargé de cours était aussi conseiller municipal à la ville de Brossard. Outré, Claudio Benedetti se rend seul à la rencontre avec le comité du double emploi, son syndicat n'ayant pas jugé pertinent de l'accompagner. Il suit tout de même la suggestion de son conseiller de «dire toute la vérité». «La rencontre, c'était pire que la Gestapo. Il y avait des projecteurs de lumière sur moi», se remémore l'ex-chargé de cours.

Quelques jours plus tard, le

comité remet son rapport recommandant le congédiement de l'employé et l'UQAM obéit dans une lettre de renvoi reçue par Claudio Benedetti le 29 juin. Ce dernier se rend au bureau du syndicat et explique avoir trouvé plusieurs erreurs de dates et de faits dans sa lettre de congédiement. «Ils m'ont répondu ne t'en fais pas. Ils ont appelé les ressources humaines et ceux-ci ont dit que j'allais recevoir une lettre corrigée». Claudio Benedetti n'arrive pas à croire ce qu'il entend. Pour lui, ces erreurs justifiaient une révision complète du dossier.

À la suite de cette rencontre, il conteste son congédiement en déposant un grief. Jean-François Tremblay, du SCCUQ, lui affirme qu'il entend se pencher sur son dossier. Le conseiller demande l'autorisation à Claudio Benedetti de négocier avec l'Université pour arriver à une sanction moins sévère. «J'étais prêt à repartir à zéro, à oublier mes 27 années de service», laisse tomber Claudio Benedetti. L'ingénieur de formation demande alors de rencontrer le conseil d'adminis-

«C'est ça le syndicat? J'ai tout fait dans cette Université et on me jette comme un vieux kleenex.»

-Claudio Bennedeti, ex-chargé de cours à l'UQAM

tration du syndicat. Il voulait démontrer qu'il avait fait une erreur de bonne foi. «J'ai raconté mon histoire à nouveau et les membres m'écoutaient. J'étais optimiste.» Quelques jours plus tard, il apprend la décision du syndicat de ne pas rouvrir son dossier. «C'est ça le syndicat? fulmine Claudio Benedetti. J'ai tout fait dans cette Université et on me jette comme un vieux kleenex.»

Les batailles en Cour

Claudio Benedetti a déposé une plainte contre la décision

du syndicat de ne pas déférer son grief en arbitrage devant la Commission des relations du travail (CRT). Le juge Benoît Monette l'a autorisé à soumettre sa réclamation à un arbitre aux frais du SCCUQ et ordonné à la centrale de lui verser 6 000 \$ en mesures réparatrices. Le syndicat a contesté la décision devant la Cour supérieure qui a contredit la décision de la CRT. Le camp Benedetti fait maintenant appel de la décision. «On considère que la décision de la Cour supérieure manque d'égard à l'endroit du jugement de la CRT», commente Michel Girard, l'avocat de Claudio Benedetti.

Les propos tenus par Jean-François Tremblay font l'objet d'une plainte de la part de Claudio Benedetti auprès de la Commission des droits de la personne (CDPDJ). Le conseiller syndical reconnaît avoir fait une blague sur Accurso et les compteurs d'eau, mais dit ne pas se souvenir du reste. Pour leurs parts, la CRT et la Cour supérieure ont toutes deux condamné ses propos. Cette dernière a cependant donné raison au syndicat dans sa décision de ne pas déférer le grief en arbitrage.

Si la CDPDJ juge le conseiller coupable, le syndicat pourrait être contraint de présenter ses excuses à Claudio Benedetti ou de le dédommager monétairement. «Je ne fais pas ça pour l'argent, plaide ce dernier. Je ne demande qu'une seule chose depuis le début: que mon syndicat me représente». Le SCCUQ a refusé les demandes d'entrevues du *Montréal Campus* en raison des procédures judiciaires en cours. ◀

Esprit de clocher



Brun ou l'histoire du sarcasme syndical

À l'UQAM tout est brun. De son plancher jusqu'aux tuiles de son toit, l'Université du peuple est brune. C'est même à se demander si Bernard Adamus n'a pas écrit son album entre nos murs. Vous imaginez? Bernard Adamus dans l'Agora, guitare à la main, criant: «Brrruuun, c'est la couleur de l'amooooouuu». De quoi égayer notre campus monotone. En attendant une performance du troubadour de Hochelaga, des représentants du Syndicat des chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ), ont trouvé une autre façon colorée pour oublier le brun quotidien. Le syndicat invite ses membres, les chargés de cours, à rire jaune.

C'est assez simple. Ces dernières années les représentants du SCCUQ se sont amusés, au dam de sa légitimité syndicale, à faire des blagues grinçantes à ses membres. La première de ses plaisanteries est survenue (comme vous pourrez le lire dans l'article ci-contre) en 2009 quand un des représentants du syndicat a demandé au chargé de cours Claudio Benedetti s'il connaissait Tony Accurso. Et cela parce que le chargé de cours est d'origine italienne et travaille à la Ville de Brossard. Est-ce que vous comprenez? Non? Mais oui, voyons. C'est du sarcasme syndical.

Vous en voulez une autre? Le 9 novembre dernier, un article du *Montréal Campus* révélait qu'un comité qualifié d'illégitime a négocié avec l'Université la nouvelle convention collective des chargés de cours. Malgré les réticences de certains de ses membres, le syndicat a tenté d'étouffer l'affaire, allant jusqu'à interdire à un de ses membres de publier son opinion dans la revue interne du SCCUQ empêchant ainsi la réalisation d'un réel débat au sein du syndicat. Les membres lésés ont accusé l'exécutif de veiller à ses propres intérêts avant ceux de leurs membres. Afin d'expliquer l'affaire, le président du syndicat a déclaré au *Montréal Campus* qu'il ne travaillait pas dans l'intérêt d'un noyau «antisindical». Encore une fois, c'est de l'ironie. En agissant de la sorte, le syndicat a fait une vilaine grimace à ses membres en ajoutant un «Celui qui le dit, celui qui l'est!» Pas très éthique vous dites?

La blague devient d'autant plus sarcastique quand on lit sur le web un mot du président de la Confédération des syndicats nationaux, à laquelle le SCCUQ est affilié. Selon le message, le but premier du regroupement est de lutter contre les inégalités, qu'elles soient sociales ou économiques. Alors, à la lumière de ces événements, doit-on se questionner sur la légitimité des représentants du syndicat ou rire jaune avec eux? Claudio Benedetti était désespéré lors de son entretien avec ses représentants. Qu'il soit dans le tort ou non, il ne méritait pas le traitement et les insultes qui lui ont été servies. Et de ce que je sais, faire entendre son droit de parole n'est pas un acte antisindical. Les blagues sarcastiques, ça peut faire rire, mais ça n'a pas sa place dans un syndicat professionnel.

Je ne veux pas être pessimiste. Le SCCUQ a du bon, enfin je l'espère. Je crois seulement qu'il devrait travailler au meilleur de ses connaissances dans l'intérêt de ses membres. Et je réalise avec toutes ces histoires que le SCCUQ n'est ni blanc, ni noir. Il est seulement brun, brun UQAM.

Williams Fonseca-Baeta
Chef de pupitre UQAM
uqam.campus@uqam.ca

Autopromotion des livres de professeurs

Joindre l'utile à l'agréable

Philippe Lépine

Certains y voient presque de l'abus, d'autres plus-value. Les professeurs qui obligent les étudiants à parcourir leur propre bibliographie pour suivre leurs cours ne font pas l'unanimité.

En lisant son syllabus, un étudiant constate que deux des trois titres obligatoires sont des ouvrages signés par le professeur qui donne le cours. La situation n'est pas rare à l'UQAM. Si les «auteurs-enseignants» se défendent de vouloir mousser leurs ventes aux dépens de leur classe, il n'existe aucune réglementation à l'Université pour prévenir les dérapages.

«Les professeurs touchent habituellement entre 1\$ et 3\$ par livre, donc il ne

être lu à l'extérieur? Les étudiants peuvent ainsi compléter les discours avec les écrits».

Certains enseignants sont les seuls spécialistes dans leurs domaines et n'ont donc pas le choix de prescrire leurs œuvres pour combler les besoins du cours, explique Stéphane Roussel. «Comme il est important de privilégier le matériel en français, il arrive fréquemment qu'ils soient les seuls dans toute la Francophonie à avoir écrit sur un sujet donné», explique-t-il. La plupart des «auteurs-ensei-

«C'est peut-être aussi une question d'ego. Certains sont fiers de dire que les ventes de leurs livres vont bien.»

- Stéphane Roussel, professeur au département de sciences politiques de l'UQAM

s'agit pas forcément d'un moyen de s'enrichir», estime Stéphane Roussel, professeur au département de science politique qui suggère ses livres au plan de cours. Il reconnaît cependant que les redevances – qui varient en fonction de la maison d'édition – sont plus élevées dans certains domaines d'études. «C'est peut-être aussi une question d'ego. Certains sont fiers de dire que les ventes de leurs livres vont bien», affirme le professeur. Les situations d'abus ne seraient toutefois pas généralisées au sein du corps professoral.

«C'est certain que la vente de leurs œuvres leur rapporte des revenus supplémentaires, mais on présume qu'ils sont de bonne foi», affirme Benoît Lépine, coordonnateur aux affaires académiques de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED). Selon lui, le problème est que certains enseignants exigent l'achat de matériel très coûteux et ne s'en servent finalement pas. Une tendance également notée par Stéphane Roussel. «La pertinence des œuvres au plan de cours demeure une question de jugement personnel. Pourquoi prendre du temps de classe à expliquer ce qui peut très bien

gnants» ne font que suggérer leurs ouvrages et l'étudiant peut se les procurer à sa discrétion. «Elles visent à faire bénéficier les étudiants de notre connaissance», indique le journaliste et professeur de l'École des médias, Antoine Char, en expliquant qu'il a déjà rédigé des livres destinés exclusivement aux étudiants dans le cadre de cours bien précis, sans en obliger l'achat. Ainsi, les objectifs ciblés sont regroupés dans un seul manuel pour que l'étudiant puisse éviter le recours à plusieurs œuvres. Quelques professeurs sont tout de même embarrassés par la vente de leurs livres. Stéphane Roussel se souvient par exemple d'un professeur qui remettait 1 \$ à ses étudiants pour compenser le profit qu'il tirait.

Manque de transparence?

Parmi la demi-douzaine de livres écrits par Antoine Char, seul l'achat de matériel très coûteux et ne s'en servent finalement pas. Une tendance également notée par Stéphane Roussel. «La pertinence des œuvres au plan de cours demeure une question de jugement personnel. Pourquoi prendre du temps de classe à expliquer ce qui peut très bien



Illustration: Dominique Morin (www.spoutnikmorin.net)

ouvrage qui bénéficierait à ses étudiants?

Pour l'instant, aucune directive ni institutionnelle, ni facultaire, ni départementale limitant la promotion des livres écrits par les professeurs n'a été instaurée à l'UQAM. «Les choix en matière de pédagogie appartiennent à l'enseignant qui

Jennifer Desrochers. L'ombudsman de l'Université, Muriel Binette, soutient ne pas avoir enregistré de plaintes à cet effet. Benoît Lépine de l'AFESPED non plus. Selon eux, le problème est aujourd'hui moins important puisque de nombreux achats de livres sont évités depuis l'instauration

demeure important de vérifier si d'autres documents pourraient convenir autant ou plus à son cours avant de suggérer ses ouvrages. Il appelle d'ailleurs le corps professoral à la vigilance. «En sciences politiques, par exemple, lorsqu'on lit les œuvres du même auteur,

on n'a pas vraiment accès à plusieurs écoles de pensée, soulève-t-il. Il est important d'aborder différentes visions.» Un mal pour un bien: les étudiants ont la chance de tfaire dédicacer leur livre, puisque l'auteur se trouve devant eux toutes les semaines à 9h30. ◀

Quelques professeurs sont tout de même embarrassés par la vente de leurs livres. Stéphane Roussel se souvient par exemple d'un professeur qui remettait 1 \$ à ses étudiants pour compenser le profit qu'il tirait.

doit l'établir dans le respect du descriptif du cours et des objectifs qu'il vise», indique la porte-parole de l'UQAM,

du portail Moodle, où les professeurs peuvent déposer les lectures obligatoires. Pour Stéphane Roussel, il

Sans mode d'emploi

Avant le début de chaque session, la Coop transmet aux enseignants un formulaire à remplir dans lequel ils n'ont qu'à identifier les livres requis pour leur cours et la coopérative se les procure. Aucune statistique n'est compilée pour déterminer quels professeurs font acheter uniquement leurs propres ouvrages. Aucun moyen, donc, de prévenir ou d'identifier les abus. «Dans l'ensemble, ce ne sont pas des ouvrages écrits par des professeurs de l'UQAM qui sont le plus commandés», juge toutefois la directrice générale de la Coop uqamienne, Andrée Moro.



**Librairie
Marché du livre**

À deux pas de la Grande Bibliothèque
801, de Maisonneuve Est
(angle Saint-Hubert, métro Berri-UQAM)
Montréal QC H2L 1Y7

514 288-4350

Littérature - Art - Référence - Nouveauté

**Plus de 10 000
bandes dessinées en librairie**

OUVERT 7 JOURS DE 10H À 21H

**Livre, bande dessinée,
disque, CD + DVD
d'occasion**



799, avenue du Mont-Royal Est
(angle Saint-Hubert)
Montréal QC H2J 1W9

514 523-5628

**La BOUQUINERIE
du plateau**



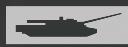
Balayez ici pour regarder une vidéo et en savoir plus.
Scan here to watch a video and learn more.

RECHERCHONS : SPÉCIALISTES EN ADMINISTRATION

« Pour être officier dans les Forces canadiennes, il faut savoir diriger. Contrairement au secteur privé, nous envoyons des troupes en mission outre-mer et dépêchons des secours en zones sinistrées. Ce sont d'énormes projets.

Tout un défi! »

Capitaine **CLAUDINE LEE**



WANTED: ADMINISTRATION SPECIALISTS

"Being an officer in the Canadian Forces is about knowing how to lead. It's different than the private sector. We're delivering troops to missions overseas and relief to disaster areas – these are massive undertakings. It's a rewarding challenge."

Capitaine **CLAUDINE LEE**

FORCES.CA

ENGAGEZ-VOUS



1-800-856-8488

JOIN US

Canada 

Tarifcation du transport en commun pour les étudiants

L'UQAM manque le train

Thomas Dupont-Buist

Pendant que les étudiants des universités de Sherbrooke et de Montréal profitent d'un titre de transport à moindre coût, l'UQAM tarde à suivre la parade.

Fatigués d'être à la merci des hausses de tarif du transport en commun, les étudiants de l'Université de Montréal (UdeM) ont pris les choses en main. Imitant leurs homologues de l'Université de Sherbrooke, ils ont mis sur pied l'automne dernier un système de cotisation universelle leur permettant d'obtenir un tarif réduit applicable aux étudiants de tous âges. Mais si l'expérience semble fonctionner ailleurs, l'UQAM, elle, traîne de la patte.

Le projet Carte Campus a été conclu grâce à une entente avec la Société des transports de Montréal (STM). «Il y a deux ans, on a fait une tournée pour présenter le projet à d'autres universités. Il y a eu discussion avec l'UQAM, mais elle n'a pas donné de suite à la proposition», raconte Marianne Rouette, conseillère corporative à la Société de transports de Montréal (STM).

Selon Jennifer Desrochers, conseillère en relations de presse à l'UQAM, «l'Université n'a pas participé à ce projet de la STM en raison de problèmes de protection des renseignements personnels liés au sondage. D'autant plus que le programme semble favoriser uniquement certaines catégories d'étudiants en termes d'âges et de lieu de résidence.» Elle ajoute toutefois que l'UQAM poursuit son observation de ce qui se fait à l'UdeM et reste ouverte aux propositions des étudiants. «C'est un travail de longue haleine, mais ça passe par la demande formelle des étudiants et un vote. Dans ce cas, l'administration ne s'y opposera certainement pas», précise la directrice des Services à la vie étudiante, Manon Vaillancourt.

Du côté de l'UdeM, le rapport aux transports en commun a complètement changé depuis l'initiative de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). «Si tu as 26 ans et plus, tu n'as pas

accès au tarif étudiant. Si on tient pour acquis que ce sont eux qui sont au cycle supérieur, qui étudient depuis plus longtemps et sont donc plus endettés, ça me paraît injuste», commente Stéfanie Tougas, secrétaire générale de la FAECUM. Touchés par cette condition, les étudiants de l'UdeM ont lancé le projet, appuyés par l'administration. Le projet a obtenu l'approbation de 80,2% des étudiants. Seul bémol, le projet n'est accessible qu'aux membres de la FAECUM résidant à Montréal.

Contrairement à l'UdeM, l'UQAM ne possède pas d'association regroupant tous les étudiants. Il faudrait donc que les sept associations facultaires votent séparément sur la cotisation. Alain Savard, responsable des communications de l'Association facultaire étudiante de science politique et droit admet que la décentralisation des pouvoirs associatifs ralentit ce genre de processus.

Le Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQAM (GRIP), semble l'organisation la plus à même d'entamer

des démarches. Michael Brophy, co-coordonateur du GRIP avoue toutefois ne pas avoir travaillé sur cet enjeu «depuis 8 ans». Il se dit intéressé puisque le projet semble rejoindre les valeurs véhiculées par le GRIP.

Sujet délicat

À l'Université de Montréal, un joueur important s'est invité à la table des négociations: l'entreprise privée. «C'est la Banque Laurentienne qui a permis de réduire les coûts», précise Stéfanie Tougas. En injectant 200 000\$ dans le projet, la Banque Laurentienne a fait passer le coût d'une passe mensuelle pour étudiant montréalais de 41\$ à 37,25\$. Au départ, la Banque proposait de faire des tournées sur la santé financière dans les classes. «Nous avons été très clairs avec eux, assure Stéfanie Tougas. Il n'était pas possible de venir faire des conférences à l'Université; c'était non négociable.» Finalement, ils n'ont obtenu qu'une publicité derrière le porte-carte et un kiosque temporaire.

À l'UQAM, la présence d'une

institution privée dans un possible partenariat pourrait être moins bien reçue. «L'entrée du privé à l'UQAM a toujours été très contestée, rappelle Manon Vaillancourt. Il faudrait un consensus des divers groupes internes.»

Le partenariat entre la Banque Laurentienne et l'Université de Montréal n'est pour l'instant qu'un projet pilote, à l'essai jusqu'à la fin de l'année scolaire. Marianne Rouette, conseillère corporative à la STM, et Stéfanie Tougas assurent qu'il faudra attendre le bilan et l'avis des étudiants avant de reconduire le projet. Elles semblent toutefois avoir confiance en son avenir. ◀



Complice de votre quotidien... à deux pas de l'UQAM.

rabais étudiant 10% sur marchandises et services sélectionnés chez les marchands participants.

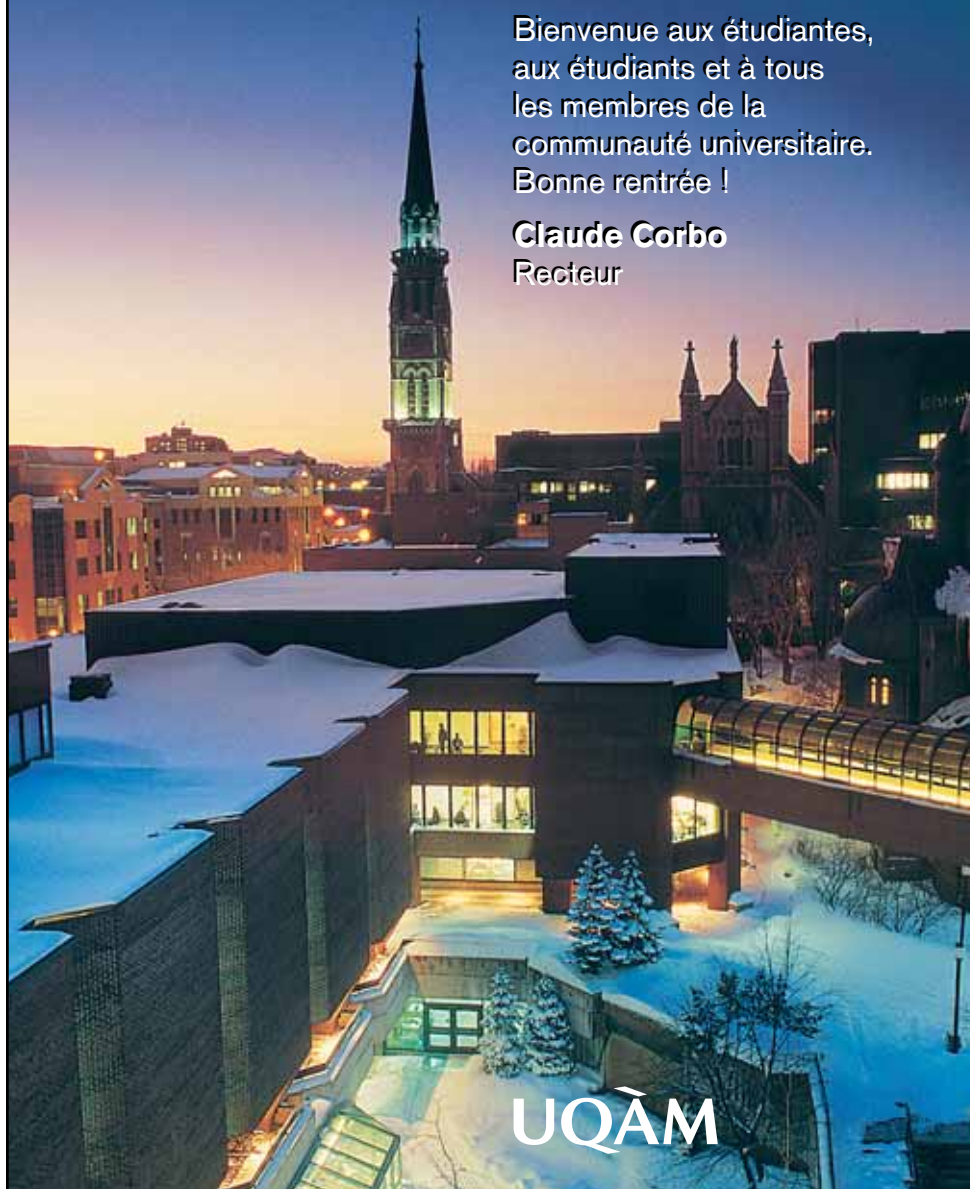


Berri-UQAM
845, rue Sainte-Catherine Est,
à l'angle de la rue Saint-Hubert
Téléphone : 514 284-3566



Place Dupuis

Rentrée 2012



Bienvenue aux étudiantes, aux étudiants et à tous les membres de la communauté universitaire. Bonne rentrée !

Claude Corbo
Recteur

UQAM

Sherbrooke, chef de file

L'UdeM n'est pas la première à faire le saut vers une cotisation universelle pour le transport en commun. Le projet Carte Campus a un prédécesseur à l'Université de Sherbrooke depuis 2004. Aux prises avec un grave problème de manque de stationnement, elle a décidé d'investir dans un partenariat avec la Société des transports de Sherbrooke (STS), offrant ainsi à chaque étudiant un accès illimité au réseau. «L'achalandage a bondi de 127% dès la première année», affirme la directrice générale de la STS, Huguette Dallaire. Le succès du projet a été tel que les étudiants doivent maintenant payer une cotisation de 27,52\$ par session, puisque l'administration ne pouvait plus assumer de tels coûts.



* Yogourt aux fruits **1.99\$**

Valide seulement aux DD de la Place Dupuis et du métro Berri jusqu'au 24 juin 2012



DUNKIN' DONUTS

10% DE RABAIS SUR PRÉSENTATION DE VOTRE CARTE UQAM

*Sauf sur spéciaux

Pères engagés au Québec

Superpapas

Ewan Sauves

Alors que de récentes études et statistiques vantent l'image d'un père «engagé», les pères divorcés du Québec s'exaspèrent devant les honoraires élevés et les délais interminables de la justice québécoise.

Vu de l'extérieur, le 2150 rue Théodore, à Montréal, semble banal. Une fois la porte franchie, un premier coup d'œil donne le vertige: les montagnes de documents et de dossiers éparpillés sur les tables inondent l'espace. Les murs jaunâtres sont tapissés par des dizaines de photos d'enfants. Assis à son bureau, Patrick Cavalier tient le combiné: «Vous demandez une garde exclusive si je comprends bien, monsieur?» Bienvenue dans les locaux du centre d'entraide et de soutien

et médiation, M^e Pierre Valin admet qu'il s'agit d'un débat souvent soulevé, la plupart du temps par les papas. «Comme la mère est souvent considérée comme la figure attachante, ils se sentent inférieurs et démunis, justifie-t-il. En bas âge, les enfants sont souvent confiés à la mère: il s'agit de la théorie de l'âge tendre. Cette dernière soutient que la mère détient les habiletés naturelles pour élever l'enfant.» Selon l'édition 2011 du Portrait statistique des familles au Québec du ministère de la Famille et

l'impression que les intervenants ont des préjugés qui barrent la route à leur engagement paternel.

Plus impliqués que jamais

Pour soutenir les pères aux prises avec des difficultés, des interrogations ou des angoisses, l'organisme Pères Séparés offre un groupe de soutien, le mercredi soir. «Au Québec, 52% des couples se séparent. C'est inquiétant, constate le directeur Patrick Cavalier. Au cours des années, nous avons réussi à établir un lien de confiance avec les pères qui viennent et ils sont de plus en plus nombreux à vouloir s'informer.»

Patrick Cavalier n'est pas le seul à observer cette augmentation de pères dits «engagés». Une étude réalisée en 2006 par le MFA fait part d'une contribution et d'un partage plus égalitaire des parents aux tâches liées aux soins et à l'éducation des enfants. Par exemple, 18,5% des répondants croient que les pères sont plus aptes à jouer et à participer à des activités avec leurs bambins, contrairement à 10,6% pour les mères.

Martin Girard, 47 ans, est père de deux enfants âgés de 7 et 9 ans. Ce dernier a mis fin à 11 années de vie conjugale il y a à peine trois mois. Après accord à l'amiable avec la maman, il s'occupe de ses bouts de chou une semaine sur deux. Il se considère comme un père engagé et désire s'occuper de ses enfants plus que jamais. «Depuis mon divorce, disons que je m'implique plus intensément, partage le journaliste-rechercheur de profession. J'adore mes mousses, je les verrais tous les jours.»

Cliché obsolète

Raymond Villeneuve observe une perception différente de la paternité dans les dernières années. Selon lui, le mouvement féministe des années 1960 a été un élément déclencheur. Alors que la femme était considérée comme une mineure, de plus

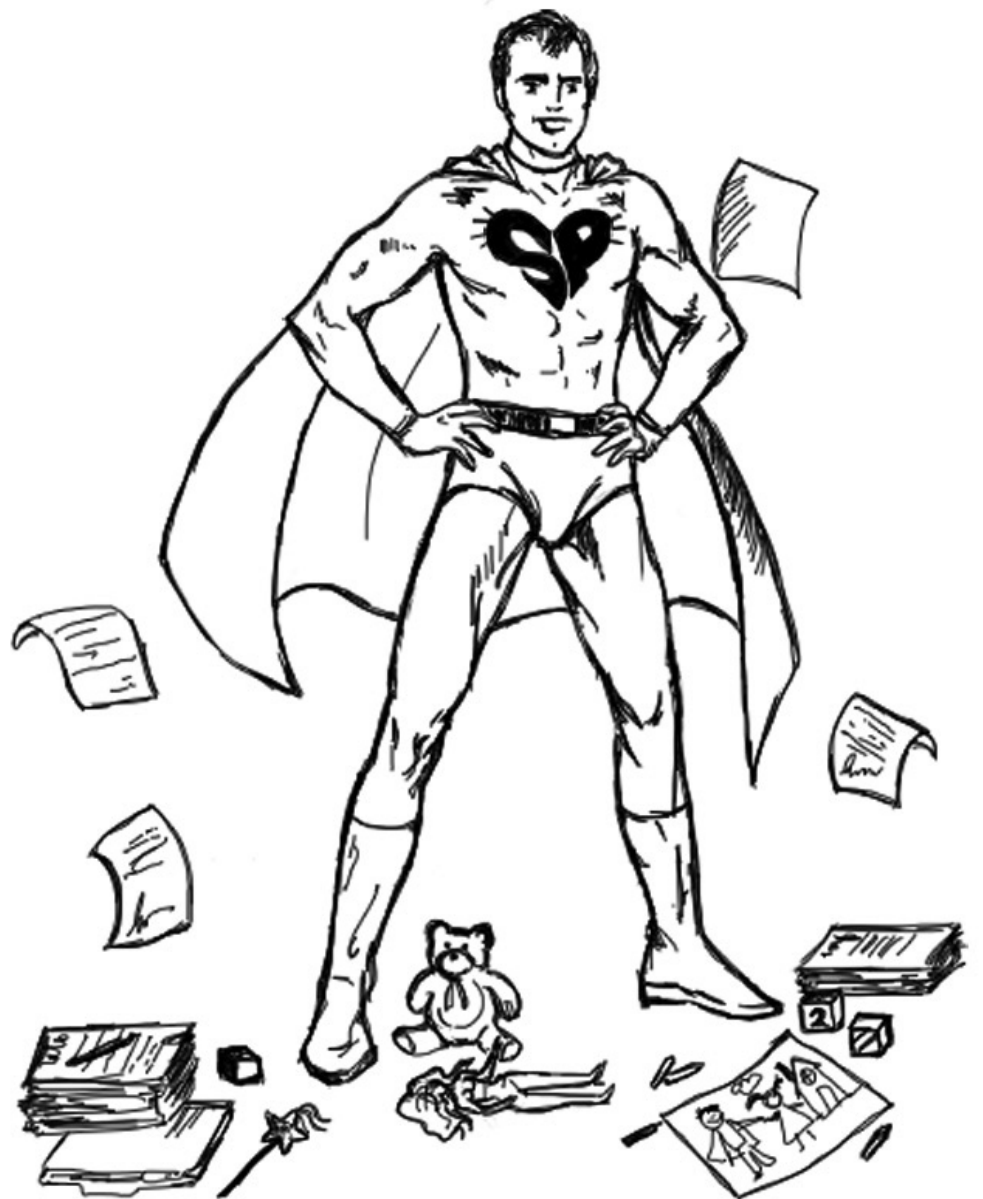


Illustration: Sophie Chartier

«La société change, les pères s'engagent de plus en plus, les organismes communautaires les soutiennent davantage... mais les politiques sociales actuelles ne reflètent pas cette situation.»

- Raymond Villeneuve, président du Regroupement pour la valorisation de la paternité

Pères Séparés, voué à la promotion d'un rôle actif du père dans l'éducation et la socialisation des enfants. «Tout a commencé en 1997 dans une petite cuisine. Des pères venaient tout simplement s'informer, raconte le directeur général de l'organisme. Aujourd'hui, on reçoit plus de 1000 appels par année.»

Depuis 2009, le nombre de demandes a bondi de 760%. Selon Patrick Cavalier, au moins 80% des coups de fil concerneraient des questions juridiques, mais il se refuse à jouer le rôle de l'avocat. Pères Séparés ne donne aucune opinion juridique sur les causes en question. Spécialiste en droit familial

des Aînés du Québec (MFA), lorsque l'enfant a 4 ans ou moins, seulement 14,2% des pères en ont la charge complète.

Raymond Villeneuve, président du Regroupement pour la valorisation de la paternité (RVP), un organisme communautaire situé dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, tente lui aussi d'aider les papas désespérés. Si les lois ne présentent aucune discrimination entre les femmes et les hommes sur papier, un grand nombre de pères jugent que le système de justice est marqué par la politique du «deux poids deux mesures». Plusieurs pères ont

en plus d'hommes ont réagi à la vague populaire en s'engageant dans des relations égalitaires. «La perception des pères a longtemps été négative et référerait souvent à un

organismes communautaires les soutiennent davantage... mais les politiques sociales actuelles ne reflètent pas cette situation, avance Raymond Villeneuve. Dans

sur la déclaration de naissance, tandis que le père est désigné comme l'«autre parent». «Malheureusement, très souvent, lorsque le père accompagne sa conjointe aux cours prénataux, on ne lui parle pas ou très peu. Après l'accouchement, pas plus. Très peu d'aide postnatale lui est offerte et il finit par se demander s'il est important», remarque le président du RVP. Joint tard en soirée, le temps de mettre ses enfants au lit, Martin Girard parle à voix basse au bout du fil. Le récent papa célibataire avoue que ce n'est pas facile de voir sa progéniture seulement deux semaines par mois. D'une voix sans entrain, il dit simplement: «Je vais apprendre à prendre mon mal en patience et attendre mon tour.»

«En bas âge, les enfants sont souvent confiés à la mère: il s'agit de la théorie de l'âge tendre.»

- M^e René Valin, spécialiste en droit familial et médiation

homme violent, négligent et agresseur, explique le directeur du RVP. Aujourd'hui, les mentalités ont changé et il faut que cela transparaisse dans les milieux de service.» Malgré certains avancements, la plupart des hommes hésitent à demander de l'aide. «La société change, les pères s'engagent de plus en plus, les

les politiques sociales québécoises portant sur la famille, les pères sont les grands absents.» Dans le Programme national de santé publique 2003-2012, par exemple, le mot «père» n'est jamais utilisé (contrairement à «mère», employé à 56 reprises). Aussi, la mère est identifiée comme «mère biologique»

FAIRE UN DON
FONDATION LUCILLE TEASDALE ET PIERO CORTI
 La Fondation Lucille Teasdale et Piero Corti (Montréal - Canada) est un organisme de charité.
 N. d'enregistrement 890520745 RR 0001.
 Le but de la Fondation est celui de contribuer au soutien de l'Hôpital Lacor en Ouganda du Nord.
DONATIONS
 Envoyez vos dons à la Fondation Lucille Teasdale et Piero Corti
 8880, boul. Lacordaire, St-Léonard, Qc. H1R 2B3 (CA)
 www.drlucille.org



Au-delà des murs

Le 17 décembre, la nouvelle est tombée tel un boulet de canon, clôturant ainsi une année 2011 remplie de rebondissements: Kim Jong-Il, la main de fer de la Corée du Nord depuis plus de 17 ans, est mort.

Pour certains, Kim Jong-Il ne représente qu'une simple marionnette dans le film américain *Team America: World Police*, alors qu'il fournit à des terroristes des armes de destruction massive.

Pour d'autres, c'est un vrai chef — les images des milliers d'hommes et femmes coréens pleurant sa mort témoignent d'un vrai culte de la personnalité —, un homme pieux aux qualités indénombrables.

Pour ma part, la dynastie des Kim — depuis une cinquantaine d'années, il s'agit de la même dictature transmise de pères en fils — a mené le pays au bord du gouffre. Une division draconienne de la Corée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (séparant plus de 10 millions de personnes de leurs familles) et une famine faisant plus d'un million de morts dans les années 1990 ne sont que deux exemples de ce règne tyrannique.

À la suite de la mort de Kim Jong-Il, le documentaire de la Coréenne Min Sook Lee, *L'esprit du tigre*, attire mon attention. Réalisé en 2009 et disponible gratuitement sur le site de l'Office national du film du Canada (ONF), il s'agit d'une quête, entreprise par Min Sook Lee, originaire de la Corée du Sud, mais qui a émigré au Canada à l'âge de 3 ans. Cette dernière est à la recherche d'une Corée libre et unifiée. Enceinte, elle aide son ami Lim en fouillant de fond en comble les forêts coréennes à la recherche du tigre coréen, apparemment disparu depuis l'occupation japonaise. La recherche du tigre n'est qu'une simple métaphore: «si on rase la fourrure d'un tigre, ces lignes sont bien profondes dans sa peau», soutient la réalisatrice. Une Corée réunie et affranchie ne relève donc pas de l'utopie, bon sang.

La présidence de Kim Jong-Il prend toute son ampleur lorsqu'on y présente des histoires de survies. Celles d'hommes et de femmes octogénaires et plus, qui ont quitté la Corée du Nord la nuit, par groupes, en laissant des bébés qui pleuraient en arrière afin de ne pas attirer les gardes. Par contre, les milliers de rescapés ne pouvaient pas savoir que la réunification prendrait autant de temps. «Si j'avais su [...], je l'aurais emmené avec moi [son enfant], même au risque d'en mourir», dit une vieille dame au bord des larmes. Rendu à cette partie du documentaire, je vais être franc: la mort du dictateur me réjouit.

Un tel visionnement met tes convictions en branle. Après la chute du mur de Berlin en novembre 1989, est-il réellement possible aujourd'hui, au 21^e siècle, d'être témoin d'une telle séparation sociale, politique et économique? La Corée en est le parfait exemple.

À chacun son mur

Il y a six heures de décalage horaire et un océan entre Montréal et Paris. Ça fait plus de huit ans que je n'ai pas parlé avec ma tante et mes cousines. Faute de temps ou de volonté? Aucune idée, pour être honnête avec vous.

Depuis la mi-décembre, dès mon réveil, j'ai pris l'habitude d'ouvrir mon Journal — nouveau nom donné à mon profil Facebook — dans l'espoir d'y trouver un «Tu me manques cousin!», ou un «Ça fait longtemps! Qu'est-ce que tu deviens?». Un simple «Salut!» m'aurait suffi, juste un petit mot pour savoir que je suis dans leurs pensées. Résultat: une perte de temps et d'énergie. Zéro, nada. Pourtant, les chances de me trouver sur Facebook dans la journée sont assez élevées (certains m'accusent même d'y raconter ma vie). Couper les ponts avec ma famille d'outre-mer? *Fine!*

Quelques jours auparavant, je m'étais promis de ne plus me soucier de mes proches restés en France. Or, après avoir visionné *L'esprit du tigre*, je ne peux m'empêcher de ressentir la tristesse et le désarroi de ces milliers de familles, qui ne seront probablement jamais réunies (du moins, pas dans cette vie).

Le lendemain matin, au lieu de vérifier ma page Facebook, j'ai été sur celle de ma cousine. Un bruit de cliquetis plus tard, je lui ai offert un signe de vie.

Ewan Sauves
Chef de pupitre Société
societe.campus@uqam.ca

La pollution des eaux usées

Des poissons cokés

Catherine Lévesque

Anovulants, indométhacine, gemfibrozil. Chaque jour, le fleuve Saint-Laurent avale un cocktail de médicaments. De la bouche de l'humain aux égouts, les pilules menacent le bien-être de la faune aquatique.

Les moules d'eau douce du Saint-Laurent se travestissent à la sortie du point de rejet des eaux usées de Montréal. Selon une étude commandée par Environnement Canada en 2004, les hormones contenues dans la pilule contraceptive ont grandement affecté le sexe des moules, qui non seulement se féminisent, mais peinent à se reproduire. Alors que les

Un système désuet

En raison de la densité de population, les grandes villes émettent plus de rejets toxiques, mais Jean-Pierre Gagné souligne que la capacité du fleuve Saint-Laurent a été surestimée. «Il y a une trentaine d'années, la pollution était minimisée. Tout le monde se disait que les eaux polluées de Montréal allaient se diluer en suivant le courant du fleuve.» En mars 1999, le ministère de

La station d'épuration Jean-R.-Marcotte, située dans l'est de la ville, est la troisième plus grosse station d'épuration au monde. À elle seule, elle traite l'ensemble des eaux usées de la métropole, l'équivalent d'un stade olympique rempli d'eau chaque jour. Les chimistes déplorent toutefois les technologies vieillottes, qui déversent dans le fleuve plus de la moitié de substances actives dissoutes. «L'usine de Montréal n'effectue qu'un traitement primaire de l'eau, déplore le chimiste Marc Olivier. C'est un vieux concept d'aménagement des années 70, avant la prise de conscience environnementale.»

Selon la Ville de Montréal, il n'y a pas de normes provinciales sur le processus d'épuration. Chaque municipalité peut donc traiter l'eau du fleuve comme bon lui semble. «L'usine de Montréal est incapable de détecter les agents perturbateurs dans les déchets humains, affirme Marc Olivier. C'est une catastrophe en termes de procédés.» Le Ministère, lui,

Alors que les femelles ne représentaient que 41% de la population au début de l'expérience, elles comptaient pour 66%, un an plus tard.

femelles ne représentaient que 41 % de la population au début de l'expérience, elles comptaient pour 66%, un an plus tard. Avec deux femelles pour un mâle, le ratio a de quoi échauffer la gent masculine, mais refroidir les écologistes.

La petite pilule quotidienne semble anodine à l'humain, qui l'élimine en lisant le journal au petit coin. Mais une partie du médicament ou de la drogue demeure non transformée, explique Jean-Pierre Gagné, professeur et chercheur en géochimie organique marine à l'Université du Québec à Rimouski. «La cocaïne, par exemple, n'est métabolisée qu'à 45% par le corps humain. Le reste est éliminé dans les eaux usées. Par la suite, ce sont les organismes aquatiques qui accumulent les substances dans leurs graisses.»

Les douteux mélanges d'hormones piquent l'orgueil des mâles restants, car si la faune se féminise, sa libido est à zéro. «Même à faible dose, les médicaments rejetés entraînent une perturbation du système endocrinien, avertit Marc Olivier, chimiste en environnement et professeur à l'Université de Sherbrooke. Selon le produit déversé, il peut y avoir un agent masculinisant ou féminisant qui affecte la fertilité.»

L'Environnement du Québec avait déposé un rapport sur l'état de l'eau du fleuve entre 1990 et 1997, qui indiquait une détérioration à partir de la partie nord de l'île de Montréal. Une analyse de 2005 démontre que, depuis 1998, la contamination bactériologique des coliformes fécaux a fortement augmenté en aval de Montréal. Depuis, plutôt que de se diluer, elle

«Selon le produit déversé, il peut y avoir un agent masculinisant ou féminisant qui affecte la fertilité.»

- Marc Olivier, chimiste en environnement et professeur à l'Université de Sherbrooke

ne cesse de se répandre. Le Ministère parle plutôt de contaminants «émergents», qui résultent des nouvelles technologies capables d'analyser ces nouvelles substances. «La capacité à évaluer la toxicité de ces substances et leurs effets potentiels sur la vie aquatique ne progresse pas au même rythme, nuance Sophie Roy, responsable des relations de presse du ministère de l'Environnement. Il en résulte des confirmations de la présence de nouveaux produits dans les cours d'eau, sans qu'il soit pour autant possible d'évaluer si la situation est grave.»

trouve que la situation de Montréal est normale. «L'état du Saint-Laurent est analogue à ce que l'on constate ailleurs dans le monde», estime Sophie Roy. Depuis 1998, la Ville de Montréal procède à des études pour rénover le système d'eaux usées. En juillet 2009, les gouvernements provincial et fédéral ont annoncé un investissement commun de 127,5 M\$ pour une mise à niveau de la station d'épuration Jean-R.-Marcotte. La métropole fournira 22,5 M\$ du coût total de 150 M\$. Selon Philippe Sabourin, chargé des relations avec les médias de la Ville de Montréal, l'appel

d'offres est toujours en cours, mais le délai prévu pour la fin du projet, soit 2015, devrait être respecté. «Après de multiples études, nous avons décidé de traiter les eaux usées avec la technique de l'ozonation. Ce sera la première fois qu'elle est appliquée à une aussi grande échelle», assure-t-il. Injecté sous forme de bulles, l'ozone oxyde la matière organique et détruit les bactéries. Les recommandations de l'Institut national de la recherche scientifique et de la firme SNC-Lavalin indiquent bon nombre d'avantages de l'ozonation par rapport à la désinfection par rayonnement UV. Plus de 55 stations d'épuration au Québec utilisent le système aux ultraviolets, une solution plus populaire, mais qui triple le taux de mortalité des truites mouchetées. L'ozonation, elle, élimine 75% des produits pharmaceutiques ou cosmétiques, selon les études. Même si cette solution est fortement encouragée, les scientifiques du milieu émettent certaines réserves. «C'est un pas dans la bonne direction, mais il faut faire attention, prévient Jean-Pierre Gagné. Ce ne sont pas tous les composés chimiques des médicaments qui réagissent de la même façon à l'ozone.»

Un geste salutaire pour les poissons en quête de leur identité sexuelle, mais un coup dur pour le portefeuille des citoyens. En plus des 150 M\$ prévus, les coûts de fonctionnement et d'entretien risquent d'être à la charge de l'administration de la Ville. Rien pour aider à faire passer la pilule. ◀

Petites annonces

514 987 7018
209 Ste Catherine Est,
local V1380

Projet simple, ponctuel, bien rétribué. Femme 18-35 ans, en bonne santé
Contacter Ariane 514-458-3409

Stratégies ludiques

Andrée-Anne Côté-St-Laurent

Passez Go et récoltez 200 \$: une réalité au *Monopoly*, une utopie pour les auteurs de jeux de société. Dans ce domaine, les maisons d'édition misent plus souvent sur les concepts dérivés d'émissions populaires que sur les petits joueurs.

Dans la pénombre de son sous-sol, Philippe Beaudoin s'affaire en ermite à créer des moments de bonheur pour sa communauté. Entre deux quarts de travail chez Google, le jeune adulte émerveillé fouille à travers ses quelque 500 coffrets d'amusement et socialise autour d'un bon jeu de société. Si un règlement loufoque ou une stratégie insolite titille son imagination, il l'inscrit dans son carnet d'idées dans l'espoir de faire progresser la science du jeu.

La passion n'est pas toujours gage de succès pour les créateurs de jeux de table. «Il est bien difficile de vivre de cet art au Québec, même s'il y vend plus de nouveaux jeux aux concepts créatifs que dans l'ensemble du Canada», laisse entendre Philippe Beaudoin, mathématicien et informaticien de profession. Bien que l'univers du jeu de société soit en pleine effervescence avec 700 nouveaux jeux dans le monde cette année, le portefeuille des petits auteurs n'en est pas plus garni. Un jeu très créatif restreint le public visé et les perspectives de ventes.

Les Éditions Internationales Gladius, le plus grand manufacturier de jeux au Canada, vendent 80% de leur production québécoise dans la province. Marc Fournier, directeur de recherche et développement, admet que les gens veulent jouer à ce qu'ils aiment et à ce qu'ils connaissent. «Le meilleur moyen de vendre et de créer de l'emploi,

c'est de faire parler de nous». En reprenant les concepts des jeux-questionnaires télévisés et émissions de télé-réalité comme *Occupation Double*, l'empire du jeu voit dans sa mire tous les consommateurs déjà férus de l'émission.

Christian Lemay, fondateur, président, concierge et comptable de la maison d'édition Le Scorpion masqué, est loin de jouer d'une production de 600 000 jeux par année – comme le grand Gladius – et d'acheter de la publicité à la télévision. Malgré tout, il persiste dans sa quête de jeux originaux et amusants. «J'attends qu'on me propose des concepts créatifs, des jeux

«J'attends qu'on me propose des concepts créatifs, des jeux de party dont les gens se rappelleront.»

– Christian Lemay, fondateur de la maison d'édition Le Scorpion

de party dont les gens se rappelleront», confie ce *ludovore* armé jusqu'aux dents de stratégies pour défier les règles de l'ordinaire. «Les auteurs créent par plaisir, car ils savent très bien qu'ils ne deviendront pas riches avec cela. Ce n'est pas le petit chèque que je leur envoie deux fois par année qui leur permettra de vivre, reconnaît l'éditeur. Et cela, même si le marché du jeu de société a connu un essor ces dix dernières années». Plus il y a de nouveaux jeux, plus les ventes se divisent.

Le Scorpion masqué tire à petits nombres et n'a édité

que six créateurs depuis 2006. Tout de même, sur le Vieux Continent, quatre de ses dix jeux sont en vente. Parmi eux figure celui de Philippe Beaudoin, racheté par la célèbre maison d'édition française Histari. Cette situation est tout de même fréquente pour ces mordus québécois propulsés à l'étranger grâce à de prestigieux concours ludiques pour les jeux non édités, dont le Concours International de Créateurs de Jeux de Société de Boulogne-Billancourt en France et le Forum international du jeu d'Essen en Allemagne. Gladius a aussi un jeu traduit en néerlandais pour la Belgique et le Scorpion mas-

qué en a cinq en allemand. *Ludovore* à temps plein et créateur à temps partiel, Philippe Beaudoin précise que le marché est trop petit pour qu'il puisse en vivre. «On n'a pas toujours le temps ni l'énergie nécessaire pour courir les maisons d'édition», enchaîne-t-il. Au final, ce sont les éditeurs qui gagnent le plus d'argent sur la mise en marché des jeux. Pour lui, les concours ludiques ont été une façon de se faire connaître dans la communauté internationale des joueurs. «Il y a parfois des gens qui croient avoir l'idée du siècle et qui ne veulent pas en

parler à personne sous peur de se faire copier, renchérit l'auteur plusieurs fois décoré pour ses jeux aux stratégies extraordinaires. Ça arrive une fois aux dix ans qu'un auteur de jeu devient riche.»

Cultiver le ludisme

En 2011, 1 400 concepts étaient disponibles sur le marché, au profit des *ludovores* qui ne peuvent jamais assouvir leur soif. «Si on est un joueur, on vit un beau moment. On n'a même pas le temps de jouer à tout tellement il y a de bons jeux. C'est frustrant!» déplore, à la rigolade, Christian Lemay du Scorpion masqué. Il ajoute que les gens ne savent pas à quel point ce milieu est riche et culturel. «Cet univers est tellement varié que peu importe le temps, le nombre de participants ou l'endroit, il y aura un jeu approprié». Au Québec, ce sont les jeux-questionnaires qui monopolisent le marché. C'est d'ailleurs un *quiz* sur la faune qui a enrichi Marc Fournier dans les années 90, faisant ainsi partie du dixième des chanceux. «Les jeux de société sont des produits clairement culturels. Chaque région de la province a ses particularités, tout comme les Allemands aiment les jeux de stratégies et les anglophones, les classiques réinventés», estime Philippe Beaudoin. Ce créateur de moments magiques et *ludovore* gourmand imprime depuis 2006, sur du carton, des copies de son jeu *Panama*, toujours en quête d'un éditeur. ◀

L'angoisse de la page blanche

18h07. Impossible d'y échapper.

Objectif de la soirée: écrire une chronique culturelle.

Aussi bien dire, faire saigner mon cerveau jusqu'à ce que mort s'ensuive. Oui, oui, j'adore écrire des chroniques! Sur-tout lorsque ma tombée était hier.

20h28. Ça fait plus de deux heures que je planche sur cette page blanche. Je navigue à toute vitesse sur la Toile dans l'espoir de tomber sur une bonne idée pour cette foutue chronique. Inspiration...

J'ai fait un essai, plutôt infructueux, sur les idées en matière de culture proposée par la Coalition de notre pragmatique national. Sans succès. J'ai beau lire et relire son plan de match. Rien. J'en suis même à me dire que ce n'est pas si mal. «La culture, notre identité en tant que Québécois...» Et patati et patata. C'est presque bon, je vous assure. Et avec un pas trop pire, on n'écrit pas une chronique. Mon prof me l'a répété tout au long de la session dernière.

Allez! Il faut que je sois méchante. Ou subjuguée.

Prise deux? Le 10 janvier dernier, la firme de recherche Hill Stratégies rendait publique une étude sur les investissements en matière culturelle effectués par les grandes villes du pays. Et la grande gagnante n'est nulle autre que notre métropole chérie. Avec 89 beaux millions de dollars insufflés à notre industrie culturelle pour l'année 2010-2011. Y a-t-il quelque chose à ajouter? Non, pas tellement. On est fier, on est content. Youpi.

Mais après?

20h38. J'ai 1243 caractères. Il m'en manque 1757 pour atteindre les 3000 exigés par ma rédactrice en chef. Je suis encore loin du compte.

J'ajoute un titre : 1414. Mon nom, mon poste, mon courriel... tout en bas du texte. 1545. On va bien finir par y arriver.

Et avec tout cela, impossible de rester concentré. Défilé rapide sur Facebook. Rien de neuf sous le soleil. Je m'é gare devant une série de photos particulièrement réussies.

Focus!

La voilà l'idée : l'art de la procrastination, l'errance cérébrale. Une petite voix dans ma tête me chuchote que c'est un sujet surexploité. D'accord Jiminy. Tu as gagné.

20h46. J'écrirais bien sur la rentrée culturelle hivernale. Ou encore, sur les nombreuses activités que nous proposerons les maestros des festivals de la saison du frimas. Car, pour sûr, l'hiver 2012 s'annonce prometteur. Ballets sublimes, acrobaties enchanteresses, expositions novatrices. De quoi bien nous faire patienter avant le retour du temps doux. Hélas, ma toute première chronique, celle-là même qui m'avait fait rager à la rentrée, portait sur ce sujet. Comme quoi, plus ça change, plus c'est pareil.

21h09. Dimanche soir. Première parution de la session. Je me retrouve encore devant mon écran à me demander sur quoi je vais bien pouvoir écrire. J'ai peine à imaginer les chroniqueurs culturels qui doivent s'exécuter hebdomadairement. Ou pire, ceux pour qui c'est une torture quotidienne. J'exagère bien sûr.

Ça y est! J'ai une idée. Ce sera sublime. Ma meilleure chronique. 3008.

Florence Sara G. Ferraris
Chef de pupitre Culture
culture.campus@uqam.ca

Expo

Un *kunstprojekt* qui tombe à plat

Sandrine Champigny

L'œuvre d'Althea Thauberger est multidisciplinaire et de par sa variété, elle se rend indéfinissable. C'est

exactement le mot qui vient à l'esprit lorsqu'on visionne *Zivildienst ≠ Kunstprojekt*, son projet présenté actuellement au Musée d'art contemporain. La projection est le fruit d'une alliance entre Thauberger et huit jeunes Allemands qui plutôt que de faire leur service militaire, ont fait leur service civil en donnant du temps à l'artiste. Le titre du projet est d'ailleurs

l'équivalent allemand de *service civil ≠ projet artistique*. Difficile de qualifier la projection, car on n'assiste pas à un film, mais à des photos qui sont jouées par les acteurs. On les voit prendre la pose, rester dans une position donnée un certain temps et ensuite, une phrase apparaît, sur fond noir, pour appuyer l'action. On a donc affaire, si on veut simplifier

le tout, à un croisement entre film muet et photographie. Le bémol principal se retrouve sans doute dans le fait que les acteurs ne soient pas professionnels. Un sourire esquissé par un des jeunes hommes alors que la scène est sérieuse ou encore un autre qui peine à rester immobile détournent l'attention du spectateur qui est le moins observateur. Le rythme est lent

et bien que l'idée du projet soit bonne, il n'en reste pas moins qu'il manque quelque chose: de l'émotion. Un grain d'émotion, une parcelle même, juste un peu. C'est sans doute ce qui ferait la différence entre une salle complètement vide, où même les amateurs d'art n'endurent pas les vingt minutes et une salle sûrement pas pleine, n'en demandons pas trop

en matière de succès, il est question d'art visuel, mais au moins, une projection qui créerait un petit engouement. Rester stoïque devant une œuvre, c'est toujours décevant.

Zivildienst ≠ Kunstprojekt, présenté au Musée d'art contemporain de Montréal, du 4 janvier au 19 février 2012.

Le métier de flécherande

Artisanes tissées serrées

Catherine Lévesque

Les femmes qui pratiquent la technique du fléché à temps plein se comptent sur les doigts. Fil par fil, elles tissent un héritage propre au Québec.

Tel un ambassadeur, le Bonhomme Carnaval se balade, chaque année depuis 1979, dans la neige avec une ceinture fléchée «du Québec faite par des gens de Québec». Aujourd'hui, les artisans entrelacent le savoir-faire de leurs ancêtres. Maniant la laine jusqu'à 120 fils à la fois, les flécherandes tissent à la main avec comme seul outil un crochet. Chevron par chevron, les dames du fléché dépeignent l'art en extinction.

Dans ce monde de femmes, toutes se connaissent. Septuagénaires ou octogé-

ceinture se mettait autour de la taille, leur permettant plus de confort», explique Monique Genest Leblanc, seule ethnologue spécialisée en ceinture fléchée au monde. Elle est ensuite devenue un symbole de l'identité québécoise, convoitée par les étrangers intrigués par ces tissages flamboyants qui égayaient les tenues mornes de l'époque. Mais avec la fin de la traite des fourrures, le vêtement haut en couleur a perdu de son éclat, jusqu'à être ridiculisé. Selon Yvette Michelin, la laine du pays aurait retrouvé ses lettres de noblesse lors de

demande, mais je n'en fais plus beaucoup.» La copie originale se trouve à Ottawa, tachée du sang versé par le Patriote.

La laine du «Pais» ou laine *worsted* d'Angleterre, utilisée dès le 18^e siècle, était rude au point d'en faire saigner les mains des artisans. N'ayant que de la laine de couleur naturelle au Québec, les travailleurs recevaient des brides écarlates, jaunes, noires, crème et vertes d'Angleterre. Parce que des centaines d'heures sont nécessaires pour concevoir une ceinture fléchée, ce sont des matériaux commerciaux tels le lin, le coton ou la laine synthétique qui sont privilégiés dès 1968.

Un tissage de plus de 240 heures a été nécessaire pour Adèle Roy, une collègue flécherande, et Yvette Michelin afin d'orner le Bonhomme Carnaval d'une ceinture, un délai raisonnable selon l'initiatrice du projet. «Les ceintures les plus populaires prennent environ une centaine d'heures à confectionner, estime Yvette Michelin. Mais les plus grandes peuvent prendre entre 300 et 600 heures.» La grosseur des liasses d'argent, elle, concorde avec la petitesse des fils. En laine synthétique, la «ceinture du Patriote» de Françoise Dufresne-Bourret coûte environ 100 \$, alors que la ceinture de laine fine retordue, le modèle le plus sophistiqué d'Yvette Michelin, coûterait entre 1 000 \$ et 2 000 \$. «Évidemment, le prix diminue si on prend des fibres plus grosses», explique cette



Illustration: Dominique Morin (www.spoutnikmorin.net)

«Les habitants d'ailleurs n'ont pas peur de montrer leur costume, leurs traditions. Pourquoi ne ferions-nous pas comme eux?»

- Yvette Michelin, flécherande

naires, les artisanes ont contribué à populariser la technique à la fin des années 60 et 70. Elles donnent maintenant des cours à des gens de tous âges. Mais le mouvement s'essouffle, estime Yvette Michelin, flécherande de métier. «J'ai recommencé à enseigner plus assiduellement en 2006, en voyant mes compagnes mourir les unes après les autres, raconte la dame de 70 ans avec émotion. Il faut conserver notre patrimoine, le garder vivant, sinon les techniques de nos ancêtres risquent de disparaître.»

La «ceinture à flesches» est utilisée aux 18^e et 19^e siècles par les habitants pour se garder au chaud en hiver. «Dans le temps, les manteaux n'avaient pas de boutons. La

l'Expo 67, où tous les exposants affichaient leurs couleurs nationales. «Les habitants d'ailleurs n'ont pas peur de montrer leur costume, leurs traditions. Pourquoi ne ferions-nous pas comme eux?», fait-elle remarquer. Françoise Dufresne-Bourret se sert d'un coin de sa cuisine comme atelier. Sous l'ampoule de sa lampe, elle entoure chaque fil des autres, en passant l'un dessus, et le prochain dessous. Sa principale œuvre? La «ceinture du Patriote» aux motifs de tête à flèche double qui copie celle retrouvée sur le corps de Jean-Olivier Chénier à la suite d'une attaque des Anglais en 1837. «C'est celle que tout le monde me

dernière.

Après s'être improvisé abat-jour ou chapeau dans les années 70, le fléché se fond désormais dans les habits. Intriguée par son utilisation artistique dans le cadre de ses recherches, la doctorante Monique Genest Leblanc a même utilisé le fléché pour faire des murales. «Je vou-

«Il est dur de s'adonner au fléché à un jeune âge. Tout va si vite aujourd'hui. Avec les études et le travail, on n'a pas le temps.»

- Geneviève Duret, apprentie-flécherande

lais voir jusqu'où la technique pouvait être poussée.»

Un futur incertain

Françoise Dufresne-Bourret, qui a enseigné le fléché aux quatre coins de la province et en Europe, récolte des

brins d'espoir. «Je reçois des appels d'élèves qui veulent apprendre le fléché. Mais il faut louer un local, prendre quelques heures pour leur montrer. Je n'ai plus l'énergie de m'occuper de tout ça.» Pendant qu'elle était enceinte, Geneviève Duret a appris à flécher à l'École des vieux métiers de Longueuil. «J'aime

travailler de mes mains, affirme-t-elle. C'est un travail fastidieux et long, mais très gratifiant.» Mère de quatre enfants, la femme de 38 ans a commencé à montrer à l'une de ses filles à tricoter et lui apprendra peut-être à flécher.

«Il est dur de s'adonner au fléché à un jeune âge. Tout va si vite aujourd'hui, critique-t-elle. Avec les études et le travail, on n'a pas le temps.» Tantôt amères, tantôt porteuses d'espoir, les flécherandes d'ici déplorent la perte accélérée d'un héritage propre au Québec. Elles s'accrochent à la Loi sur le patrimoine culturel adoptée le 19 octobre dernier à l'Assemblée nationale et qui entrera en vigueur le 19 octobre 2012. Cette dernière, avec la protection supplémentaire qu'elle apportera au patrimoine immatériel, est comme une lueur d'espoir pour celles qui souhaitent assurer la sauvegarde du fléché. «À 70 ans, je suis à l'âge de la transmission, concède Yvette Michelin. J'ai quelques jeunes qui se dirigent vers le métier de flécherand par choix. La reconnaissance de la loi va les aider.» ◀

Disque

Passé sous le radar

Olivier Morneau

Adoré par les médias, mais boudé par l'industrie, le dernier album de Philippe B mérite pleinement qu'on s'y attarde. Alors que beaucoup de musiciens québécois

tourment en rond, le natif de Rouyn-Noranda s'est inspiré de Pierre Lapointe et d'Avec pas d'casque pour nous offrir le meilleur album québécois de l'année 2011.

Philippe B n'en est pas à ses premières armes. *Variations fantômes* est son troisième disque, ainsi que son meilleur. La première chanson débute avec une douce guitare acoustique jouée en arpège. Sa voix s'ajoute doucement à la mélodie,

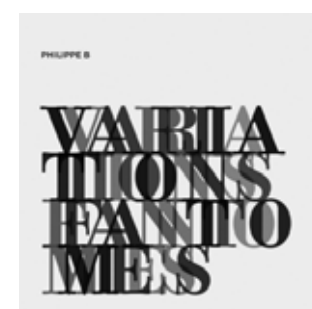
jusqu'à ce que celle-ci fasse place à un nuage d'instruments à cordes. La guitare et les cordes s'échangent les rôles ainsi jusqu'à la fin du morceau.

C'est cette tendance à surprendre l'auditeur qui donne tout son charme à Philippe B. *La ballerine*, par exemple, évolue comme le font bien d'autres chansons québécoises, avec un rythme et une mélodie de guitares acoustiques. Mais des synthétiseurs

rappelant des bruits d'OVNI transforment une pièce ordinaire en un trois minutes bien imagé.

Les talents de compositeurs de Philippe B ne doivent pas passer sous silence. La merveilleuse *Nocturne #632*, où la voix n'est accompagnée que par un piano, aurait sa place aux côtés des meilleures chansons québécoises des dernières années. Bien que l'on y entend l'influence du premier album de

Pierre Lapointe, la musique de *Variations fantômes* est moins «cool», moins parfaite et plus rurale, ce qui la distingue des œuvres plus urbaines de son ancien mentor. Le jeune homme joue même avec l'autodérision avec des chansons comme *Chanson pathétique* et *Mort et transfiguration (d'un chanteur semi-populaire)*. Autodérision dont est incapable une industrie qui ne remet aucun prix à un album de cette qualité.



Variations fantômes, Philippe B, Bonsound Records, 2011.

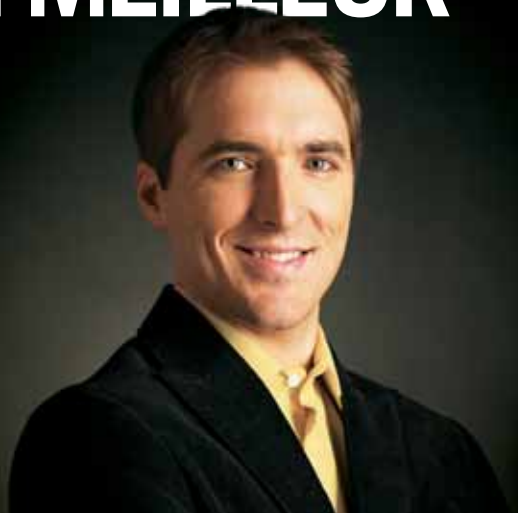


TIMEMENT UN MEILLEUR

JURISTE.

JE BÂTIS MON AVENIR AUX CYCLES SUPÉRIEURS DE LA FACULTÉ DE DROIT.

ulaval.ca/cyclessup
1 877 893-7444



RECHERCHONS

DONNEURS DE SPERME

pour aider les personnes infertiles



- > Hommes entre 18 et 40 ans
- > De toutes nationalités
- > En bonne santé
- > Confidentialité assurée

Pour information, appeler au (514) 345.9877 poste 2237



LUNDI. MARDI. MERCREDI.



Commencez la semaine avec 10% de rabais à l'achat de 50 \$ ou plus d'épicerie.* Les lundis, mardis et mercredis seulement sur présentation de votre carte étudiante.

NOS MARCHÉS SONT DANS VOTRE QUARTIER:



3421, av. du Parc
514 281-0488
8 h à minuit, tous les jours

1953, rue Sainte-Catherine O.
514 932-3756
8 h à 1 h, tous les jours

50, av. du Mont-Royal O.
514 849-8028
8 h à 23 h, tous les jours



*Ce programme ne s'applique pas aux pharmacies affiliées à la bannière CENTRESanté ni à aucune des catégories de produits en vente libre qui sont la propriété des pharmaciens du Québec et vendues par ceux-ci telles que définies par les lois applicables, aux postes d'essence À Plein Gaz, aux nettoyeurs, aux comptoirs de Postes Canada ni à tout autre commerce exploité par une tierce partie à l'intérieur de nos magasins. En aucun cas notre programme ne sera appliqué s'il en résulte une infraction aux lois et règlements en vigueur (par exemple, alcool, tabac, loterie). Ne peut être combinée à aucune autre offre. Dans les magasins participants seulement. Offre valable jusqu'au 31 mai 2012.